

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU LUNDI 28 NOVEMBRE 2022**

**Nombre de membres**

**en exercice : 35**

**Présents : 25**

**Représentés : 9**

**Absent : 1**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit novembre à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, MM. JANUS, DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MMES BOUGE, MICHON, YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, DEBBI, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, M. RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, BERNIER ; M. RODRIGUES FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

MME RICCIARELLI ..... POUVOIR A M. LACAMBRE

MME NAOUM-GHAZIEFF ..... POUVOIR A MME LOYAU

M. HAMONIC ..... POUVOIR A M. JANUS

M. BOUKOUNA ..... POUVOIR A M. PAUDELEUX

MME HADJIAT ..... POUVOIR A MME TERRINE

M. FERYN ..... POUVOIR A M. PROPONET

M. BOUCHE ..... POUVOIR A MME BERNIER

MME LEANZA ..... POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO

M. LEBAS ..... POUVOIR A MME LACARRIERE-FARGES

**ABSENT : M. SOUSA**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy DEBBI** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

**D222811-20**

Protocole d'accord transactionnel avec la société EDF.

**OBJET : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIETE EDF.**

**RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE**

**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE**

Un contrat de fourniture d'électricité a été souscrit auprès de la société EDF pour la Cité administrative en 2017. La société EDF a omis de transmettre les factures sur la période 2018-2020 et a proposé à la commune, en janvier 2022, de régulariser sa situation et de payer la consommation d'électricité correspondante à cette période soit 69 630.03 euros.

La commune a proposé à la société EDF une indemnité transactionnelle à hauteur de 60 000 euros au lieu de 69 630.03 euros correspondant à la période 2018-2020 qui n'a pas été facturée mais qui a bien été consommé.

La société EDF a accepté de résoudre ce litige à l'amiable et a proposé un projet de protocole d'accord transactionnelle avec le versement d'une indemnité de 60 000 euros en sa faveur.

L'acceptation de cette transaction annule tout recours devant le juge en ce qu'il porte sur la question tranchée et oblige la société EDF à retirer la requête déposée devant le tribunal administratif de Versailles enregistrée sous le numéro 2206699-2.

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le code de justice administrative,

**VU** le Code civil et notamment son article 2044,

**VU** le Code de la commande publique et notamment son article L 2197-5,

**VU** Le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L 423-1,

**CONSIDERANT** la circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique,

**CONSIDERANT** la volonté des parties de résoudre ce litige à l'amiable pour éviter de générer tout contentieux et parce qu'elles constatent un état de fait pouvant engendrer la mise en cause de la responsabilité de l'une d'elles ou tout le moins un préjudice pour l'autre,

**CONSIDERANT** que la commune a le libre choix de ce mode de résolution des conflits sans devoir motiver sa décision conformément à l'exercice du principe de libre administration,

**CONSIDERANT** la proposition de projet de protocole d'accord transactionnel transmis par Maître THIRIET avocat de la société EDF et prévoyant le versement d'une indemnité forfaitaire et définitive de 60 000 euros en faveur de ladite société, correspondant à la dette de consommation d'électricité de la commune pour la période de 2018-2020,

**CONSIDERANT** qu'un recours devant le juge est irrecevable en ce qu'il porte sur la question tranchée par la transaction,

**D É L I B È R E**

**ARTICLE 1 : AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant, à signer le protocole d'accord transactionnel avec la société EDF induisant le versement d'une indemnité forfaitaire et définitive

d'un montant de 60 000 euros en faveur de la société EDF au titre d'une dette de consommation d'électricité pour la période du 01.01.2018 au 31.12.2020.

**ARTICLE 2 : DIT** que cette transaction a pour finalité d'éviter aux parties concernées de devoir porter le différend devant une juridiction.

**ARTICLE 3 : DIT** que la société EDF s'engage à retirer la requête déposée au tribunal administratif sous le numéro 2206699-2.

**ARTICLE 4 : DIT** que les crédits sont inscrits au budget 2022.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Suivent les signatures.**

**Extrait certifié conforme.**

**Chilly-Mazarin, le 28 novembre 2022,**



**La Maire,  
Rafika REZGUI**